

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 06/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FORBO SARLINO

63 RUE GOSSET
BP 62717
51100 Reims

Références : D3i 2024-823
Code AIOT : 0005701489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement FORBO SARLINO implanté 63 RUE GOSSET 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 19/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action collective COV 2024. Elle permet également de faire un point dans le contexte du Porter à connaissance transmis à la préfecture en septembre 2023, dans lequel il est présenté toutes les modifications réalisées sur le site depuis 2009. Ce porter à connaissance fera l'objet d'une instruction qui contribuera à la rédaction d'un rapport et d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FORBO SARLINO
- 63 RUE GOSSET 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Forbo Flooring Reims fabrique des revêtements de sol à base de PVC ou de textile destinés aux professionnels du bâtiment (BtoB). Le site est autorisé à exploiter ses installations sur la commune de Reims par l'arrêté préfectoral n°2004-A-19-IC en date du 4 février 2004. Il est concerné par 4 rubriques au régime de l'autorisation (2311, 2450-A, 2450-B et 2661.1), par 3 rubriques au régime de l'enregistrement (1510, 2661.2 et 2940) et par 9 rubriques sous le régime de la déclaration.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'entreprise est en constante recherche de récupérer l'énergie fatale en vue de la valoriser. L'installation de micronisation marque la volonté de l'entreprise de réduire et valoriser ses déchets.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Plan de Gestion de Solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Équipements de l'installation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24	Sans objet
2	Nature des COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7°	Sans objet
3	Émissions diffuses réduites	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
4	Entretien des traitements des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
6	rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les valeurs limites en COV sont respectées au niveau de tous les points de prélèvements réalisés dans le cadre de la surveillance annuelle.

En ce qui concerne l'oxydateur, la VLE en NOx fixée à 10 mg/Nm3 prescrite dans l'arrêté de 2004 n'est pas respectée, ce dépassement a été constaté par l'inspection des installations classées depuis 2008. Il a fait l'objet d'échanges et d'études depuis. Le porter-à-connaissance (PAC) de 2023 propose une demande d'aménagement afin de relever le seuil au niveau des exigences prescrites dans l'arrêté du 2 février 1998 (VLE de la concentration en NOx fixée à 100 mg/Nm3). Cette demande d'aménagement sera traitée dans le cadre de l'instruction du PAC ultérieurement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7°
Thème(s) : Risques chroniques, COV CMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :</p> <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. [...]</p>

Constats : Chaque produit utilisé dans le process est répertorié. La mise à jour annuelle de la liste comporte aussi la mise à jour de la fiche de sécurité de chaque produit avec un suivi des phrases de risque. Il existe une procédure pour pouvoir choisir un nouveau produit selon les mentions de danger en évitant systématiquement les produits à mention de danger prescrits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses réduites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions diffuses réduites
Prescription contrôlée : I.-Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : [...] <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. [...]</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>[...]</p>
Constats : Les cheminées et les installations ont été visitées le jour de l'inspection. Le plan des cheminées a été fourni par l'exploitant par courriel du 27 septembre 2024. Chaque ligne émettrice est canalisée au niveau de ses rejets atmosphériques, les rejets diffus sont limités autant que possible. <p>Par sondage, la visite du bâtiment "vinyle - héliogravure" a permis de constater que les lignes de production étaient en circuit capoté permettant la récupération et la canalisation des rejets atmosphériques. Seuls 2 fours ne sont pas capotés. Ce sont ces installations qui émettent le plus d'émissions diffuses de rejets atmosphériques. Les émissions diffuses de COV (composés organiques volatils) sont calculées et reprises dans le plan de gestion des solvants 2022 : elles représentent à peine 5 % de la consommation de solvants totale annuelle.</p> <p>Par ailleurs, l'installation de micronisation est neuve et conçue pour limiter l'empoussièrément du bâtiment et des environs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien des traitements des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des traitements des émissions
Prescription contrôlée : Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. [...] <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres</p>

permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'oxydateur est une installation à part entière, équipée de sa propre cheminée. Un tableau numérique permet d'afficher en temps réel la température à l'intérieur de l'installation. Une alarme visuelle en cas de dysfonctionnement se met en marche, les sondes sont vérifiées et remplacées autant que de besoin (en cas de valeur anormale ou de non affichage). Toutes les opérations de maintenance sont enregistrées au fil du temps sur une plateforme dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de Gestion de Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28 .1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion de Solvants
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Le plan de gestion des solvants (PGS) de 2022 a été transmis par l'exploitant. Le rapport mentionne en pages 22 et 23 : "En l'absence de mesures réalisées, la conformité réglementaire n'a pas pu être établie." Cette mention est donnée pour les mesures de la ligne d'impression PVC pouvant correspondre à l'impression héliogravure sur ligne vinyle et pour la ligne d'impression textile. Le PGS de 2023 est encore en cours de validation. A l'énoncé de cette mention, l'exploitant affirme que les mesures ont toutes bien été réalisées. L'exploitant déclare faire un point avec le bureau d'études sur ce point afin d'avoir une conclusion cohérente entre les deux parties.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant de justifier la mention du rapport PGS 2022 affirmant « l'absence de mesures et l'impossibilité de conclure sur la conformité réglementaire » dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émission NOx
Prescription contrôlée :

[...] Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites fixées à l'annexe II [...]
<p>Constats :</p> <p>En ce qui concerne le paramètre COVnm (composés organiques volatils non méthaniques), les mesures sont bien en dessous des valeurs limites d'émissions (VLE) fixées dans l'arrêté d'autorisation de 2004.</p> <p>En ce qui concerne le paramètre NOx, le rapport des mesures des émissions atmosphériques réalisées du 7 au 8 juin 2023 montre un dépassement de la VLE (63,7 mg/Nm3 de concentration au lieu de 10 mg/Nm3 prescrits et 1,2 kg/h de flux au lieu de 0,35 prescrit). Par courriel en date du 27 septembre 2024, l'exploitant a fourni l'explication du dépassement de la VLE. Par ailleurs par le porter à connaissance transmis à la Préfecture en septembre 2023, l'exploitant sollicite un aménagement des VLE NOx de l'arrêté préfectoral de 2004 afin d'élever les valeurs seuil. Cette demande fera ultérieurement l'objet d'une instruction et d'un rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale d'informer l'exploitant que le porter à connaissance de septembre 2023 contenant l'étude de risques sanitaires vis-à-vis des rejets en NOx fera l'objet d'un rapport et d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire ultérieurement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite